

Convention collective

IDCC : 8723. – **TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN FORESTIERS
(GIRONDE, LANDES ET LOT-ET-GARONNE)**
(4 mars 1985)

(Etendue par arrêté du 22 octobre 1985,
Journal officiel du 30 octobre 1985)

AVENANT N° 35 DU 5 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0797204M*

IDCC : 8723

Entre :

Le syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles du Sud-Ouest ;

La fédération régionale des coopératives d'Aquitaine,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats des travailleurs de la forêt de Gascogne
CGT ;

L'union régionale des syndicats CFDT ;

L'union régionale de la confédération française de l'encadrement (CFE) ;

L'union régionale des syndicats CGT-FO d'Aquitaine,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles suivants sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 36

Indemnité de départ à la retraite

Tout salarié quittant volontairement l'entreprise pour bénéficier du droit à une pension de vieillesse a droit au minimum à l'indemnité de départ en retraite prévue à l'article 6 de l'accord annexé à la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978 relative à la mensualisation et à la procédure conventionnelle, soit :

- 1 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- 1,5 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;

- 2 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- 3 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise.

Cette indemnité est calculée selon la formule la plus avantageuse sur le salaire moyen des 12 ou des 3 derniers mois. Dans ce cas, toute prime ou gratification annuelle ou exceptionnelle versée au cours de ces 3 mois doit être prise en compte *pro rata temporis*.

Tout salarié dont la mise à la retraite résulte d'une décision de l'employeur a droit au minimum au versement d'une indemnité de départ à la retraite équivalente à l'indemnité minimum de licenciement prévue à l'article L. 122-9 du code du travail soit, après 2 ans d'ancienneté, à une somme calculée par année de service dans l'entreprise sur la base de 1/10 de mois, le salaire servant de base au calcul de l'indemnité étant le salaire moyen des 3 derniers mois.

Cette indemnité obéit au même régime social et fiscal que l'indemnité de licenciement.

La mise à la retraite s'entend par la possibilité donnée à l'entreprise de rompre le contrat de travail d'un salarié qui peut bénéficier d'une pension de vieillesse au taux plein au sens du chapitre I^{er} du titre V du livre III du code de la sécurité sociale et qui remplit les conditions d'ouverture du droit à la pension vieillesse.

Si les conditions de mise à la retraite ne sont pas remplies, la rupture du contrat de travail par l'employeur constitue un licenciement.

L'employeur ou le salarié, selon que l'initiative du départ à la retraite émane de l'un ou de l'autre, est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 62 de la présente convention.

Article 37

Indemnité de trajet

A défaut de transport des ouvriers par l'entreprise sur les lieux de travail distants de plus de 15 kilomètres du lieu de rassemblement habituel du personnel et, s'il n'y en a pas, du domicile du salarié, une indemnité de trajet sera versée à celui-ci, à raison de :

- 0,10 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 2 roues ;
- 0,24 € par kilomètre s'il utilise un véhicule à 4 roues.

Article 2

Le présent avenant sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Gironde, à Bordeaux.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Bordeaux, le 5 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)